CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

LES MÉTAMORPHOSES DU TOTALITARISME

Michel Bonnin

Gallimard | *Le Débat*

2001/5 - n° 117
pages 114 à 135

ISSN 0246-2346

Article disponible en ligne à l'adresse:

---

http://www.cairn.info/revue-le-debat-2001-5-page-114.htm

Pour citer cet article :

Bonnin Michel, « Les métamorphoses du totalitarisme »,
Le Débat, 2001/5 n° 117, p. 114-135. DOI : 10.3917/deba.117.0114

Distribution électronique Cairn.info pour Gallimard.

© Gallimard. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

Michel Bonnin

Les métamorphoses du totalitarisme

Le Parti communiste chinois (P.C.C.) a fêté en juillet 2001 le 80e anniversaire de sa fondation et, à cette occasion, son secrétaire général, Jiang Zemin, a prononcé un « important discours » qui a été diffusé par tous les grands médias et étudié par tous les membres du Parti. À l'automne 2002, le Parti tiendra son XVIe congrès, comme il a tenu avec une régularité métronomique tous ses congrès et plénums depuis la mort de Mao. Plus de dix ans après l'effondrement du communisme en U.R.S.S. et en Europe de l'Est, et plus de vingt ans après le lancement de réformes économiques d'une audace jamais vue dans un pays officiellement marxiste-léniniste, le P.C.C. semble fermement installé au pouvoir. La Chine, pourtant, a connu des transformations économiques et sociales encore inimaginables il y a vingt-cinq ans, à la mort de Mao. Cette faculté d'adaptation et de survie du P.C.C., dans un monde moderne où la mort du communisme a été annoncée depuis longtemps, paraît étonnante. Mais peut-être ne l'est-elle que d'un point de vue européo-centriste ? Janos Kis, l'ex-opposant hongrois, avait coutume, dit-on, de commencer ses discours électoraux en 1990 par ces mots : « Le communisme s'est retiré de l'Europe », parodiant ainsi la première phrase du *Manifeste communiste* [1]. Mais force est de constater que le communisme ne s'est pas retiré de l'Asie, ni de l'Amérique centrale. Certes, des régimes comme celui de Pyongyang, ou même ceux de Hanoi et de La Havane, ne semblent pas porteurs d'avenir. Ils sont cependant toujours en place. La Chine, elle, est en pleine croissance économique depuis les années 1980, le niveau de vie de sa population s'est amélioré notablement et l'enthousiasme des investisseurs internationaux à son égard est grand. Cette situation, incontestablement, ne peut que renforcer son gouvernement. Pourtant,

1. Georges Mink et Jean-Charles Szurek, *La Grande Conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Éd. du Seuil, 1999, p. 216.

Michel Bonnin est notamment l'auteur, en collaboration avec Jean-Philippe Béja et Alain Peyraube, de *Le Tremblement de terre de Pékin*, Paris, Gallimard, 1991.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

d'un autre point de vue, elle rend encore plus surprenant le maintien au pouvoir du Parti communiste : comment un pays qui se modernise à vive allure, qui développe de plus en plus l'économie de marché, importe capitaux et méthodes de gestion de l'Occident, sans parler d'une part non négligeable de son mode de vie, peut-il être dirigé, au XXIe siècle, par un parti dont l'idéologie officielle et les structures de fonctionnement sont encore largement héritées de celles mises en place par Lénine et Staline ?

Afin de tenter de comprendre ce qui permet au P.C.C. de rester relativement peu affecté par les mutations économiques et sociales auxquelles il préside, il faut se pencher sur la nature même du régime qu'il a mis en place et, notamment, sur le type de rapport entre le pouvoir et la société que ce régime implique. Il faut également étudier son évolution. Incontestablement, depuis une vingtaine d'années, le P.C.C. a su s'adapter à une ère nouvelle. A-t-il pour autant changé de nature, comme le pensent bon nombre de gens, y compris parmi les spécialistes ? Et, puisque l'on observe une évolution, peut-on se risquer à donner des indices sur son orientation future ?

C'est à partir de la notion de « totalitarisme » que je tenterai de répondre à ces questions. Concernant la nature du régime chinois, d'autres concepts ont été avancés par des chercheurs compétents et respectables, les concepts de « néo-traditionalisme » et de « corporatisme » notamment. Je ne peux développer ici toutes les raisons pour lesquelles je ne les retiens pas. Je m'attacherai plutôt à présenter ma propre conception, en la replaçant dans le cadre de l'histoire de la Chine depuis 1949.

Le maoïsme comme totalitarisme réel

Le totalitarisme n'a jamais existé, pas plus que *la* démocratie. C'est un « type idéal », servant à caractériser la logique de fonctionnement d'une certaine catégorie de régimes politiques. Même si le terme d'« État totalitaire » a été inventé et revendiqué par un « pratiquant » relativement qualifié, Mussolini, puis repris par les nazis, la logique totalitaire n'est pas nécessairement tout à fait consciente dans l'esprit des dirigeants de ces pays, ni explicite dans leurs discours. La première présentation détaillée du concept remonte à l'ouvrage de Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, qui montre que, par-delà les différences réelles qu'ils peuvent avoir par ailleurs, les régimes nazi et communiste possèdent suffisamment de caractéristiques communes pour être rangés sous cette rubrique[2]. Son travail, cependant, porte sur une période historique et un échantillon limités (l'U.R.S.S. des années 1930-1940 et les dernières années du régime hitlérien). Comme de nombreux auteurs postérieurs[3], j'estime que ce concept peut être utile à la compréhension de formations politiques quelque peu différentes, soit parce qu'elles ont évolué avec le temps (l'U.R.S.S. post-stalinienne, par exemple), soit parce qu'elles sont apparues au sein de cultures autres.

2. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, 1951 (traduction française partielle: *Le Système totalitaire*, Paris, Éd. du Seuil, 1972).

3. Voir, notamment, Raymond Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965; Guy Hermet, Pierre Hassner et Jacques Rupnik (dir.), *Totalitarismes*, Paris, Économica, 1984; Léon Poliakov (avec une contribution sur la Chine de Jean-Pierre Cabestan), *Les Totalitarismes du XXe siècle*, Paris, Fayard, 1987.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

Mon objectif n'étant pas de faire une étude du concept mais de l'appliquer, je me bornerai à signaler quelques critères reconnus comme caractéristiques du totalitarisme : le monopole de l'activité politique attribué à un parti unique, une idéologie officielle incontestable que ce parti impose grâce à un monopole des moyens de communication, l'abolition de toutes limites légales à l'action de l'État, abolition qui peut mener à la terreur dans certaines circonstances mais pas nécessairement. Le contrôle direct de l'économie par l'État a été souvent cité dans la mesure où il était inscrit dans le projet du totalitarisme communiste et où il a été effectivement mis en œuvre, renforçant considérablement l'emprise du pouvoir sur la société. Nous verrons cependant que ce critère n'est pas essentiel. En revanche, j'insisterai sur le contrôle de toute organisation sociale, qui me semble un critère décisif. Celui-ci découle d'une conception fondamentale des totalitarismes que Claude Lefort a appelée « le fantasme de l'Un » ou du « Peuple-un », c'est-à-dire la dénégation de la division entre l'État et la société et des divisions internes à la société, le parti unique étant l'agent privilégié de cette identification et de cette homogénéisation, aidé dans cette entreprise par les « organisations de masse » qu'il contrôle[4].

Ces critères étant posés, il importe de différencier le *mouvement* totalitaire, que l'on peut caractériser comme un messianisme politique dont l'ambition est de transformer l'homme et la société, du *système* totalitaire qui est effectivement mis en place par le porteur du mouvement, le Parti[5]. Celui-ci a un chef suprême qui symbolise l'unité du peuple et de l'État. Il faut aussi remarquer que le totalitarisme a une ambition modernisatrice et qu'il constitue un phénomène de l'époque moderne, distinct d'autres formes de despotisme plus anciennes.

L'installation du pouvoir maoïste

Le maoïsme répond parfaitement, à mon avis, aux critères que je viens d'énoncer. Comme tous les autres partis totalitaires, le P.C.C. a installé dans les années qui ont suivi sa prise de pouvoir un système de contrôle politique, économique, social et culturel sans précédent dans l'histoire de son pays. Cette installation, qui transforme le pays en une seule et même organisation gérant une infinité de micro-organisations dépendantes, s'appuie sur des institutions nouvelles : le *hukou* (certificat de résidence), qui interdit la mobilité géographique, empêche l'exode rural et fige la hiérarchie villes-campagne ; le dossier personnel, qui suit chaque individu toute sa vie et recense les avis des supérieurs comme les dénonciations des voisins ; la *danwei*, ou unité de travail, qui prend en charge l'essentiel de la vie quotidienne de ses membres, fournit les logements et les tickets de rationnement, organise l'étude politique obligatoire ; le comité de quartier, qui est la *danwei* de ceux qui n'ont pas d'emploi et qui surveille en outre les bonnes mœurs de chacun. À la campagne, le système est un peu différent, mais le contrôle y est aussi très fort et la présence de l'État se fait sentir jusqu'au niveau du village, ce qu'aucun gouvernement antérieur n'avait pu ou voulu faire. Cette formidable construction n'est possible que grâce à un défrichage préalable du terrain, c'est-à-dire à la destruction radicale des structures existantes dans tous les domaines : répression et interdiction de tout groupement politique autre que le P.C.C. (à l'exception de

4. Claude Lefort, *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981.

5. Alexandre Smolar, « Le monde soviétique : transformation ou décadence ? », *in* G. Hermet, P. Hassner et J. Rupnik (dir.), *Totalitarismes*, *op. cit.*, p. 159.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

quelques « partis démocratiques » alliés, entièrement contrôlés et financés par le Parti), appropriation par l'État de l'essentiel des moyens de production urbains, collectivisation (mais pas étatisation) dans les campagnes, élimination physique ou mise au pas de tous les groupes sociaux disposant d'un prestige établi extérieur au Parti (à la campagne : propriétaires fonciers et paysans riches, chefs de clans et de familles ; dans les villes : capitalistes, entrepreneurs, intellectuels). Il va de soi que toutes les associations et organisations sociales correspondant à l'ancien système disparaissent et sont remplacées par des organisations de masse (Fédération des syndicats, Fédération des femmes, Ligue de la jeunesse, Fédération des écrivains et artistes, etc.) entièrement contrôlées par le Parti, selon la théorie léniniste de la « courroie de transmission ».

La mise en place de ce système se fait à travers un appareil de règlements et de lois, mais aussi grâce au pouvoir de conviction des mouvements politiques. La mobilisation des masses afin d'obtenir leur soutien et leur participation active à tel ou tel objectif du Parti n'est pas une invention maoïste, puisqu'elle a été pratiquée en U.R.S.S. auparavant. Mais on peut la considérer comme une spécialité chinoise, car aucun autre régime communiste n'y a eu recours avec une telle fréquence ni sur une telle échelle. La raison de cette spécificité est sans doute à trouver dans l'histoire de l'arrivée au pouvoir du P.C.C., si différente de celle du P.C.U.S. Pendant ses longues années d'expérience de gouvernement sur des territoires limités, dans un environnement hostile, le Parti a eu besoin de mobiliser les populations locales autour de lui. Mao est ainsi passé maître dans l'art des mouvements et il a également découvert leur utilité pour contrôler et « rectifier » le Parti lui-même. Certains ont vu dans ces mouvements une forme de démocratie « réelle » en oubliant que jamais aucun mouvement n'avait été lancé de la base mais toujours d'en haut et même, généralement, de tout en haut. Mao, en effet, en tant que chef suprême du Parti et guide de la révolution, était celui qui incarnait le mouvement totalitaire dont le système ne constituait jamais qu'une sorte de sédimentation provisoire et toujours imparfaite. Ainsi, après les premières années où se met en place le système à l'imitation et avec l'aide du grand frère soviétique, Mao va se sentir insatisfait du Parti, et le moyen qu'il utilisera pour obliger les autres dirigeants à le suivre sera de lancer des mouvements qui viendront bouleverser le patient travail de la bureaucratie mais auxquels celle-ci ne pourra pas s'opposer ouvertement. Notons que cette insatisfaction du grand dirigeant à l'égard du Parti qu'il incarne n'est pas non plus une spécificité maoïste. Staline aussi a été à plusieurs reprises mécontent de ses collègues et de l'appareil en général. Mais il a alors eu recours à la police politique qu'il contrôlait, là où Mao a fait appel aux mouvements de masse. Des mouvements comme les Cent Fleurs ou le Grand Bond en avant ont été imposés par Mao pour contraindre ses collègues à aller plus loin qu'ils ne l'auraient voulu. Ils résultaient bien d'une tension entre le dirigeant suprême et son appareil. Mais le symbole de la lutte entre le mouvement et le système, c'est la Révolution culturelle. À la suite de l'échec du Grand Bond qui coûta une trentaine de millions de morts en trois ans, l'appareil a repris le dessus et Mao a dû se retirer en seconde ligne.

Sursaut et déclin du mouvement totalitaire

Sa revanche vint sous la forme de la grande Révolution culturelle prolétarienne qui, bien

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

qu'elle ait eu, en partie, la même fonction qu'une purge de type stalinien, possède une autre dimension : celle d'une victoire (provisoire) du mouvement sur le système. En réinjectant une forte dose d'utopie à une fraction de la société (la jeunesse) qui n'était pas encore immunisée, Mao a réussi à subvertir le Parti et à focaliser sur sa propre personne « le fantasme du Peuple-un ». Trotski, à la fin de son ouvrage sur Staline, a écrit : « À la différence du Roi-Soleil, Staline peut dire à bon droit : la Société, c'est moi[6] ! » Mao aurait pu le dire également, et particulièrement pendant la Révolution culturelle, où toutes les instances intermédiaires disparaissent : Parti, mais aussi organisations de masse. La famille même est ébranlée quand les enfants sont encouragés à dénoncer leurs parents, quand ceux-ci sont enfermés ou exilés, quand les jeunes courent le pays pour propager la révolution.

Chaque individu est ainsi seul face à Mao comme on est seul face à Dieu. On lui voue d'ailleurs un culte : devant son icône, on danse la « danse de la fidélité », on lui fait des « rapports » ou on lui « ouvre son cœur », et cela plusieurs fois par jour. Malgré tout, la Révolution culturelle ne signifie pas la disparition de toute organisation officielle. Il en faut bien une, ne serait-ce que pour organiser le culte. Les huit cérémonies au cours desquelles le Grand Timonier passe en revue les gardes rouges sur la place Tian'anmen ne le cèdent en rien, pour le grandiose de l'organisation, aux cérémonies hitlériennes du même type. Au niveau central, la direction du Parti est remplacée par le Groupe central de la Révolution culturelle choisi par Mao parmi ses proches. Mais au niveau de base, il y a clairement un problème. Les organisations de gardes rouges finissent par s'entretuer en affirmant chacune défendre Mao contre les autres. Une reconstruction semble indispensable et certains groupes de gardes rouges commencent à y réfléchir de façon indépendante. Il faut en effet reconnaître que si le culte hystérique du chef fait de la Révolution culturelle un exemple d'aliénation sociale, la disparition quasi complète des structures de contrôle donne une chance inespérée à la société de reprendre une certaine autonomie. La possibilité de choisir son organisation, de voyager pour « établir des contacts » *(chuanlian)* avec d'autres groupes laissera aux gardes rouges une certaine expérience (et une certaine nostalgie) de l'autonomie. Bien entendu, cette liberté n'existait que pour ceux qui n'étaient pas victimes du mouvement (officiellement cent millions de personnes en ont été victimes à un degré ou à un autre) et elle n'a été que de courte durée.

En effet, malgré les références faites par Mao lui-même à la Commune de Paris, reprises dans les projets de certains groupes de gardes rouges, le Grand Timonier n'a pas sérieusement tenté de trouver un nouveau type de rapport entre le pouvoir et la société. Confronté au chaos qu'il avait lui-même suscité et à la nécessité de remettre de l'ordre, il a abandonné ses objectifs « révolutionnaires ». Après avoir fait appel à l'armée pour écraser les groupes de gardes rouges qui voulaient continuer la révolution, il a réinstallé un Parti dont le personnel dirigeant était largement renouvelé, mais qui fonctionnait à peu près comme l'ancien. Le IXe congrès du Parti en avril 1969 met fin à cet épisode révolutionnaire. Le système a donc gagné, en tant que structure, mais Mao aussi, en tant que dirigeant politique. Bien qu'il ait également perdu en tant que porteur de l'utopie révolutionnaire, il ne reconnaîtra jamais cette défaite et, dans les der-

6. Cité par Cl. Lefort, *L'Invention démocratique*, *op. cit.*, p. 90.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

nières années de sa vie, il continuera à défendre des politiques utopistes contre l'avis des dirigeants réalistes. Ceux-ci, en effet, ont survécu en grand nombre. Zhou Enlai a réussi à traverser indemne la Révolution culturelle et, parmi les dirigeants déchus, certains, tel Deng Xiaoping, reviendront peu à peu au pouvoir. Malgré cette apparente réconciliation avec une partie de ses anciennes victimes, les dernières années de la vie de Mao seront marquées par les haines inexpiables que la Révolution culturelle a laissées au sein du Parti, mais aussi par une désaffection générale de la société à l'égard du pouvoir.

Le mouvement d'envoi des « jeunes instruits » à la campagne *(xiaxiang)* est un phénomène très intéressant pour comprendre cette période. En tant que moyen employé par Mao pour mettre un terme définitif, fin 1968, à l'existence des groupes de gardes rouges (presque tous les jeunes citadins étant dispersés, de gré ou de force, au fin fond des campagnes), le *xiaxiang* marque une étape essentielle dans l'interruption de la Révolution culturelle. Mais cette motivation conjoncturelle ne peut expliquer que le mouvement ait touché 16,5 millions de jeunes et qu'il ait duré jusqu'en 1979. Les motivations à plus long terme sont de deux ordres : économique et politico-idéologique. D'une part, aider au développement agricole et réduire le surplus de main-d'œuvre dans les villes, d'autre part réduire les « trois grandes différences » (entre industrie et agriculture, ville et campagne, travail intellectuel et travail manuel), faire « rééduquer » les jeunes citadins par les paysans pauvres, les transformer en dignes « successeurs révolutionnaires » et empêcher ainsi que la Chine ne « change de couleur ». En fait, il y aura clairement deux logiques qui s'affronteront dans la conduite de cette politique. Les modérés tenteront de la poursuivre dans l'esprit « rationnel » qui était celui des envois antérieurs à la Révolution culturelle (plus d'un million étaient partis, dans l'ensemble volontairement, de 1955 à 1966), mais Mao maintiendra obstinément l'objectif « révolutionnaire », la lutte se jouant notamment sur le terrain de l'accès à l'enseignement supérieur. Un des résultats de ce mouvement a été en effet que toute une génération s'est vu dénier le droit de faire des études, ce qui a eu une influence très négative non seulement sur elle-même mais également sur le développement du pays. Mao, certes, a réussi à maintenir cette politique jusqu'à sa mort et même quelques années après, malgré les réticences des dirigeants modérés et malgré le mécontentement des jeunes, de leurs parents et des paysans (pour qui les « jeunes instruits » constituaient beaucoup plus un fardeau qu'une aide).

Cependant, du simple point de vue des objectifs de Mao lui-même, ce mouvement n'a pas été un succès. Loin d'avoir été transformés en « successeurs révolutionnaires », entièrement dévoués à sa personne et à son idéal, les millions de « jeunes instruits » d'origine citadine envoyés aux champs ont été les premiers à résister au système, de façon d'abord passive et souterraine, puis, après la mort de Mao, ouvertement, en organisant pétitions, manifestations, grèves et sit-in. Leur retour massif en ville à la fin des années 1970 a été le premier succès remporté par une fraction de la population défendant ouvertement ses intérêts contre une mesure officielle. C'est cette génération qui, en même temps qu'elle demandait et obtenait dans l'ensemble la possibilité de rentrer en ville, a été le fer de lance du premier printemps de Pékin de 1978-1979, au cours duquel une partie de la jeunesse urbaine a non seulement réclamé la démocratie et l'État de droit, mais affirmé dans les faits son autonomie en publiant une presse

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

parallèle et en créant un grand nombre d'organisations non officielles.

Le totalitarisme n'est pas la terreur

Malgré la saturation idéologique de la population et l'essoufflement du modèle charismatique du totalitarisme à la fin de sa vie, on peut dire que Mao, pendant ses vingt-sept années de « règne », a réussi à imposer en Chine un pouvoir qui, du point de vue des critères du totalitarisme désignés plus haut, n'a rien à envier à celui de Staline ou de Hitler. C'est un totalitarisme de la première génération, animé du dynamisme de la jeunesse, dans lequel le conflit entre mouvement et système n'a pas encore tourné définitivement à l'avantage du dernier. Ce n'est pas, cependant, un régime de pure terreur, ni un régime dans lequel chaque individu isolé est directement confronté à la contrainte administrative et policière comme un prisonnier dans sa cellule. En Chine, même les prisons ne fonctionnent pas comme cela. Il y a toujours une vie sociale, des groupes intermédiaires, mais ce qui compte, c'est que l'espace social soit entièrement manipulé par le pouvoir. Il y a souvent un malentendu sur ce point, notamment chez les chercheurs anglo-saxons (qui dominent les études sur la Chine contemporaine). L'exemple le plus typique et le plus intéressant est sans doute celui d'Andrew Walder qui, dans son ouvrage de référence sur les relations au sein des entreprises industrielles dans la Chine des années 1970[7], rejette le terme de totalitarisme et propose celui de néo-traditionalisme, parce qu'il a découvert des relations sociales complexes et, par certains côtés, pré-modernes au sein de l'entreprise. Il insiste notamment sur l'existence d'une couche privilégiée d'activistes ouvriers qui sont utilisés par la direction comme un moyen pour inciter l'ensemble des ouvriers à se conformer à ses volontés. Le fait que le pouvoir utilise la carotte en plus du bâton pour arriver à ses fins ne me semble pas une raison suffisante pour dénier sa nature totalitaire. Dans le cas des relations entre ouvriers et direction, ce qui compte c'est qu'il n'y ait d'autre solution que d'obéir, que la vie sociale au sein de l'entreprise soit entièrement manipulée par le pouvoir et que les seuls « représentants » des ouvriers reconnus par le Parti soient des activistes choisis par lui pour leur fidélité absolue. Le fait qu'ils soient à la fois enviés et considérés par les autres comme des traîtres, ce qui empêche toute solidarité ouvrière contre la direction, correspond exactement, au niveau de l'entreprise, à ce que recherche tout régime totalitaire dans ses rapports avec la société. Par ailleurs, les liens de clientélisme qui unissent la direction de la *danwei* industrielle à ses employés ne sont traditionnels qu'en apparence, car, contrairement à ce qui se passait à l'époque de l'artisanat, aucun « patron » n'est indépendant. Chacun d'eux n'est qu'une petite vis dans la grande machine industrielle, elle-même partie de l'énorme machine étatique. Toutes les décisions concernant la production, les salaires, l'étude politique, les avantages sociaux sont prises au plus haut niveau, et la direction de l'usine n'est responsable que des détails de leur application. Ainsi, les relations « personnelles » entre direction et ouvriers, répliquées à l'identique dans chaque *danwei*, ne constituent qu'une minuscule micro-organisation reliée à la formidable organisation mise en place par le pouvoir.

À la mort de Mao, le système fonctionnait

7. Andrew Walder, *Communist Neo-Traditionalism. Work and Authority in Chinese Industry*, Berkeley, University of California Press, 1986.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

donc toujours, mais il avait subi une érosion très nette de sa capacité d'entraînement. Dans les années 1970, trop nombreux ont été les mouvements, comme celui pour critiquer Lin Biao et Confucius, où l'on demandait à la population de participer à ce qui n'était, en fait, que des luttes byzantines au sein du Parti, conséquences de la Révolution culturelle. Celle-ci a donc eu le résultat paradoxal, par rapport aux objectifs utopiques de Mao, de dégoûter la population à la fois de l'idéologie et de la politique. Elle a aussi entraîné un dessèchement sans précédent de la vie culturelle et intellectuelle. Le refus de tout ce qui pouvait apparaître comme les « queues du capitalisme » (artisanat, petit commerce, marchés libres) rendait la vie quotidienne particulièrement difficile et sinistre. Tout cela, cependant, n'aurait pas suffi à convaincre la nomenklatura chinoise de faire des réformes profondes si le système maoïste ne s'était pas montré également incapable de stimuler le développement économique et si le retard sur les pays occidentaux n'avait pas continué à s'accroître. En 1958, quand Mao avait lancé le Grand Bond en avant, il promit que la Chine dépasserait l'Angleterre en trois ans et les États-Unis en quinze. On était loin du compte, malgré un retour rapide à des méthodes plus orthodoxes. Les tentatives volontaristes et désordonnées de Mao pour retarder l'érosion du système l'ont en fait accélérée, entraînant après sa disparition une réaction plus radicale dans le domaine économique que celle qui avait eu lieu à la mort de Staline. Deng Xiaoping, et avec lui toute la direction communiste, vont reconnaître au cours du fameux troisième plénum du onzième Comité central, fin 1978, l'échec de ce système et la nécessité de laisser une certaine marge d'initiative aux acteurs économiques. Une nouvelle époque commence, dans laquelle la Chine se trouve encore aujourd'hui. Peu à peu, la « politique de réforme et d'ouverture » va bouleverser le paysage économique et transformer le paysage social.

Le totalitarisme réformé

Les réformes post-maoïstes ne sont pas sans similitudes avec celles qui ont été entreprises en U.R.S.S. et en Europe de l'Est après la mort de Staline. La greffe d'une portion d'économie de marché sur l'économie planifiée ainsi que l'appel aux capitaux et à la technologie de l'Occident ont été partout tentés, mais n'ont connu un plein succès qu'en Chine. La Hongrie n'a obtenu qu'un succès mitigé, même si son expérience a certainement été utile aux Chinois. Les raisons de cette exception chinoise sont multiples. La plus importante est sans doute l'existence d'une diaspora chinoise riche et commerçante, notamment de Hong Kong et de Taïwan. C'est de Hong Kong que viendront ou passeront la plupart des capitaux « étrangers » dans les débuts de la réforme. La fascination pour le « marché d'un milliard de consommateurs » a sans doute constitué également une cause du succès de la Chine auprès des investisseurs occidentaux. Par ailleurs, le fait que, contrairement à ce qui s'était passé en U.R.S.S., la petite paysannerie n'avait pas été éradiquée et avait gardé son savoir-faire a également permis, après la décollectivisation, un bond de la production agricole qui a favorisé l'essor de l'économie. On doit sans doute ajouter une raison subjective : l'audace et le pragmatisme de Deng Xiaoping et des autres dirigeants chinois, qui n'ont pas craint de mettre de côté une partie des ambitions utopiques du régime pour laisser certains éléments capitalistes ou traditionnels revivifier une économie moribonde.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

Deng a également su éviter la conjonction de la résistance de la bureaucratie craignant de perdre ses privilèges et de celle des ouvriers craignant de perdre leur emploi et la stabilité des prix. Le « bol de riz en fer », c'est-à-dire la sécurité de l'emploi, des ouvriers et employés n'a été contesté que très longtemps après le lancement de la réforme. Quant aux bureaucrates, ils ont assez vite compris que leurs pertes éventuelles pouvaient être plus que compensées, s'ils savaient profiter des avantages offerts par la nouvelle politique économique.

Il faut noter, cependant, que, malgré son audace pratique, jamais Deng n'a renié le dogme. La remise à plus tard de certains objectifs idéologiques a été justifiée par la théorie de la « phase initiale du socialisme » selon laquelle la Chine, entrant dans le socialisme avec un niveau de développement très bas et sans avoir connu de vraie période capitaliste, devait suivre une sorte de « cours de rattrapage » de capitalisme. On aurait tout à fait tort, je pense, de considérer que le pouvoir d'alors avait en tête un projet politique alternatif ou un autre projet de société. Même dans le domaine économique, son action a surtout consisté à laisser faire et, dans certains cas, il est allé nettement plus loin qu'il n'en avait l'intention au départ. Ce fut le cas de la décollectivisation des campagnes. Le développement très rapide de la petite entreprise dans les villes a également été en partie imposé par la nécessité de donner un emploi aux « jeunes instruits » rentrant massivement à une période où la pression démographique sur l'emploi était déjà forte. La question de l'emploi a aussi renforcé l'urgence d'un rééquilibrage en faveur de l'industrie légère et des services au détriment de l'industrie lourde.

En fait, on a assisté, comme dans les autres pays communistes après la mort de Staline, à une libéralisation, c'est-à-dire à une autolimitation du champ où le pouvoir exerce son contrôle, mais sans modification des structures de ce pouvoir. Cette libéralisation s'est exprimée non seulement dans le domaine de l'économie, mais aussi dans la sphère privée où le contrôle s'est affaibli, ainsi que dans la sphère scientifique et artistique. Politiquement, en revanche, les changements ont été très limités et ont consisté essentiellement en un retour à l'avant-Révolution culturelle. Il n'y a eu qu'une purge limitée au sein du Parti et pas de démaoïsation, bien que Deng ait reconnu « 30 % de mauvais » dans l'action de Mao. Une vraie démaoïsation aurait sans doute été délicate dans la mesure où Mao était à la fois le Lénine et le Staline du P.C.C. En attribuant tous les torts de la Révolution culturelle à la « Bande des Quatre[8] » et en exonérant ainsi le personnage principal du Grand Éducateur et du Grand Timonier, les réformateurs ont préservé l'image du Parti en tant que guide infaillible. Ils ont été également très attentifs à lui redonner son rôle d'agent privilégié de l'identification entre le pouvoir et la société. Deng, qui a repris le rôle de chef suprême, a su éviter l'écueil du culte de la personnalité et laisser le Parti sur le devant de la scène. Par ailleurs, les organisations de masse qui avaient disparu sous la Révolution culturelle ont été restaurées, avec aussi peu d'autonomie qu'avant 1966.

Les Quatre Principes fondamentaux, noyau dur du système

Le relâchement des contrôles se manifeste aussi, brièvement, dans le domaine politique. Au moment où se joue la bataille décisive entre

8. La veuve de Mao, Jiang Qing, et ses trois plus proches collaborateurs depuis la Révolution culturelle : Zhang Chunqiao, Wang Hongwen et Yao Wenyuan.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

les réformateurs et les néo-maoïstes, au troisième plénum, un mouvement démocratique autonome apparaît parmi la jeunesse des villes et notamment à Pékin où il s'exprime quotidiennement par des dazibaos affichés sur le Mur de la démocratie et où il recueille un soutien populaire non négligeable. Il semble alors que l'enthousiasme pour la liberté soit autant partagé par les réformateurs du Parti, qui sont en train de l'emporter, que par la population. D'où le terme de « printemps de Pékin » que ce mouvement se donne à lui-même en référence au printemps de Prague, bien qu'on soit en plein hiver. Mais Deng, qui avait ouvertement approuvé le mouvement, va rapidement changer d'attitude une fois qu'il sera fermement installé au pouvoir suprême. Quelques semaines plus tard, il édictera les Quatre Principes fondamentaux (voie socialiste, dictature du prolétariat, direction par le Parti communiste, marxisme-léninisme et pensée de Mao Zedong), et il demandera aux jeunes démocrates de cesser leur mouvement. Ceux qui n'obéiront pas seront arrêtés et sévèrement punis. Après le procès de Wei Jingsheng, condamné à quinze ans de prison en octobre 1979, les limites sont posées : le Parti veut garder le monopole de l'organisation et de l'expression dans la sphère politico-sociale. Mais, par souci d'efficacité et de stimulation économiques, il laisse un certain espace d'initiative aux acteurs sociaux. Il y a là une contradiction qui se manifestera par une incessante oscillation, au cours des années 1980, entre des périodes de relâchement *(fang)* et de resserrement *(shou)*. Dès qu'il y a relâchement, la société cherche à élargir l'espace de liberté qu'on lui accorde en produisant des idées ou des œuvres qui ne sont pas parfaitement respectueuses des Quatre Principes fondamentaux et elle va jusqu'à tenter de s'organiser de façon autonome.

À partir de 1987, le rejet par Deng Xiaoping, après une certaine hésitation, de toute réforme politique et le renvoi du secrétaire général libéral, Hu Yaobang, vont entraîner une accentuation des conflits au sein du Parti et entre le Parti et la société. La contradiction éclatera pendant le nouveau printemps de Pékin de 1989 qui voit l'éclosion en quelques semaines d'innombrables associations, se qualifiant elles-mêmes d'autonomes *(zizhi)*, d'étudiants, d'intellectuels mais aussi d'ouvriers. On verra même apparaître, scandale absolu du point de vue totalitaire, une association de tous les milieux de la capitale qui tentera de coordonner l'action des différentes associations. Ce que réclament ces représentants spontanés de la société, c'est la possibilité de « dialoguer » avec le pouvoir, et l'une des principales justifications de leur demande est le sentiment que la corruption au sein du Parti a atteint un degré tel qu'une surveillance extérieure est indispensable. Cette explosion revendicative, qui touchera également bon nombre de membres de l'appareil favorables à un assouplissement des rapports avec la société, aboutira au massacre que l'on sait. Deng avait finalement décidé que cette demande de dialogue était inacceptable, qu'elle constituait un défi tel qu'il justifiait le déchaînement de la violence militaire contre une population désarmée. Il réaffirmait ainsi la logique totalitaire en général et celle de la réforme de 1979 en particulier. L'élimination de la tendance libérale au sein de la direction, puis, en 1992, la relance de la réforme économique lèvent toute ambiguïté et remettent le pays sur la voie à la fois claire et contradictoire d'un totalitarisme réformé « aux couleurs de la Chine ».

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

La mise à jour de l'idéologie

Depuis 1989, malgré la disparition de Deng en 1997, le pouvoir de Jiang Zemin n'a pas été sérieusement défié. Sans doute peut-il remercier la longévité de son mentor, qui lui a donné huit années pour asseoir son pouvoir. Plus fondamentalement, cette stabilité s'explique par le fait que, pour cette direction héritière du massacre du 4 juin, il n'existait pas d'alternative politique. D'autant que l'effondrement du communisme en U.R.S.S. et en Europe de l'Est avait considérablement renforcé la solidarité interne face au danger, de même que la crainte de toute réforme politique. Ainsi, depuis le début des années 1990, malgré des taux de croissance à deux chiffres et leurs importantes conséquences sociales, les relations entre le pouvoir et la société sont restées fondamentalement inchangées.

Aujourd'hui, l'ambition totalitaire n'est absolument pas remise en question par le pouvoir lui-même. Les Quatre Principes fondamentaux sont toujours officiellement en vigueur et la théorie des Trois Représentations, que Jiang Zemin voudrait laisser à la postérité, n'en est qu'une adaptation pour des temps nouveaux. Le fait même que Jiang se sente obligé de produire une telle actualisation de l'idéologie officielle et qu'il contraigne tous les cadres chinois à l'étudier, selon la tradition du Parti, montre bien que, dans l'esprit des dirigeants, l'idéologie a toujours un rôle à jouer. Selon cette théorie, le Parti communiste a toujours représenté, représente et représentera toujours en Chine les forces productives les plus avancées, la culture la plus avancée et les intérêts fondamentaux du peuple. Il n'y a là, en principe, rien de très nouveau. Cependant, le lancement de cette théorie au printemps 2000 a pris une signification particulière dans la mesure où, depuis 1997 surtout, le Parti semblait avoir abandonné la classe ouvrière au triste sort du chômage. Autrefois respectée symboliquement en tant que « maîtresse du pays » et favorisée en tant que classe fonctionnarisée, elle avait connu en quelques années des millions de licenciements et la perte du « bol de riz en fer » était devenue une menace pour tous. Dans un sens, la théorie des Trois Représentations justifiait *a posteriori* cette situation. Si le Parti représente plus particulièrement les forces productives les plus avancées, son lien avec la classe ouvrière pléthorique d'une industrie d'État dépassée ne peut plus être privilégié. Aujourd'hui, ceux qui représentent la modernité sont les ingénieurs et les techniciens et, plus encore, les entrepreneurs et les hommes d'affaires.

Le discours prononcé par Jiang le 1er juillet 2001 pour le 80e anniversaire du Parti est venu confirmer cet *aggiornamento* de l'attitude du P.C.C. à l'égard des différentes couches de la société. Il y déclarait en effet que des entrepreneurs privés pourraient désormais entrer au Parti. Cette annonce a suscité un tollé tel, parmi les derniers idéologues conservateurs, qu'une de leurs revues a dû être fermée. Mais tous les membres du Parti ont été contraints d'étudier ce nouveau « document important ». L'acceptation de « capitalistes » au sein du Parti n'est pas un événement aussi révolutionnaire que de nombreux observateurs extérieurs l'ont cru. D'abord parce que ce n'est pas vraiment une politique nouvelle. Depuis 1982, certains entrepreneurs privés avaient déjà été encouragés à entrer au Parti. C'est seulement après le 4 juin 1989 que l'interdiction de leur recrutement avait été décidée et annoncée, paradoxalement par Jiang lui-même[9]. Plus fondamentalement, du point de

9. Voir, notamment, D. Solinger, « Urban Entrepreneurs and the State : The Merger of State and Society », *in*

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

vue de la conception totalitaire des relations entre Parti et société, cette acceptation est logique. Si le Parti a toujours, dans la situation économique nouvelle qui découle de vingt-trois années de réforme, la prétention de représenter les intérêts de l'ensemble de la société tout en représentant particulièrement les forces productives les plus avancées, il ne peut laisser sur le bas-côté un des éléments les plus dynamiques de l'économie actuelle. Il est, de sa part, beaucoup plus intelligent de coopter un certain nombre de « capitalistes » en son sein (ce qui est d'autant plus facile qu'ils sont souvent liés à la nomenklatura par des liens de famille ou d'intérêts) que de les abandonner dans la société où ils pourraient être tentés de s'organiser de façon autonome.

Souplesse et fermeté des contrôles

Le Parti, donc, a conservé ses ambitions en les adaptant. Mais il ne s'est pas arrêté là. Il a continué à mettre en œuvre les moyens à sa disposition pour les réaliser. Ainsi, le contrôle de l'idéologie et de l'information est resté très serré. Certes, l'idéologie n'a plus le rôle dynamique, transformateur, qu'elle avait sous Mao, mais elle garde une fonction légitimante surtout depuis qu'elle est renforcée par une forte dose de nationalisme. Surtout, la propagande rituelle qui, de nos jours, continue à se déverser par tous les canaux disponibles a une fonction négative, celle d'interdire l'expression d'autres idées potentiellement subversives. Dans la bonne tradition stratégique héritée de Mao, il s'agit d'« occuper le front de l'idéologie ». Cette occupation peut s'accompagner, de façon conjoncturelle, d'une certaine tolérance à l'égard d'idéologies non officielles, comme le « néo-conservatisme », la « nouvelle gauche » ou un ultra-nationalisme populiste. Mais tout franchissement d'une limite volontairement floue et arbitraire entraîne la répression. Certes, on n'envoie plus massivement les intellectuels en camp ou dans les villages. Mais on arrête et on emprisonne encore des intellectuels parce qu'ils ont voulu créer un groupe politique ou parce qu'ils ont prétendument livré des « secrets d'État » à des chercheurs étrangers. La prison est toujours là pour faire peur. Mais, de façon plus courante, lorsque le département de la Propagande estime que les principes idéologiques ont été violés ou que des faits ont été révélés qui ne devaient pas l'être, le pouvoir ferme des revues et des journaux, ou bien remplace leur rédacteur en chef. Il renvoie des chercheurs ou des enseignants et / ou interdit à toute publication d'accepter leurs articles. Il arrive aussi qu'il les surveille ouvertement, qu'il fouille leurs appartements. En règle générale, une porte de sortie est laissée aux intellectuels qui ont une réputation internationale : le départ à l'étranger. Mais, dans ce cas, ils ne sont jamais certains de pouvoir revenir. Le régime a compris qu'une fois à l'extérieur les trublions avaient peu de moyens d'influencer le cours des choses dans leur pays et qu'ils perdaient la possibilité de connaître, et donc de dévoiler, ce qui doit rester caché. C'est ainsi que la pensée et la sensibilité libérales, taxées de « bourgeoises », n'occupent qu'une place minime dans le volume global des publications, alors que ces virus sont encore très répandus dans les milieux intellectuels.

Dans le domaine des arts et lettres, la situation n'est pas fondamentalement différente. Même si la « zone d'indifférence » concédée par le pouvoir y est assez large, on interdit aussi des œuvres et l'on punit ceux qui les publient, en fermant, par exemple, leur maison d'édition. Le

A. L. Rosenbaum (éd.), *State and Society in China : The Consequences of Reform*, Boulder, Westview Press, 1992, p. 131.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

terme de « prison de velours » employé par Miklos Haraszti dans la Hongrie réformée s'applique bien, comme le montre Geremie Barmé, à la situation chinoise d'aujourd'hui[10]. Certes, dans les années 1990, elle s'est agrandie d'une cour de promenade et de récréation financée par le marché, mais elle est restée une prison dans laquelle l'autocensure est permanente et la censure toujours sur le qui-vive.

Le contrôle sur l'information est évidemment encore plus strict. La liberté de la presse avait été un thème favori du mouvement démocratique en 1989 et de nombreux organes de presse avaient commencé à la pratiquer. Mais la reprise en main a été sévère. Aujourd'hui, l'information reste un domaine très contrôlé, même si les méthodes ont dû s'adapter à l'ère de la mondialisation. Pour les événements internationaux, par exemple, le blocage de l'information est beaucoup moins utilisé qu'à l'époque de Mao. Le filtrage tendancieux est souvent plus efficace. Beaucoup d'espoirs ont été suscités par Internet pour l'accroissement de la liberté d'information en Chine. Il est vrai que le développement très rapide de ce nouveau média y crée, comme ailleurs, de nouvelles possibilités de communication. Le pouvoir n'a pas empêché son entrée dans le pays, mais l'a, au contraire, encouragé pour des raisons économiques. Il s'est cependant attaché à le contrôler et à proscrire la diffusion des « informations pernicieuses » par son intermédiaire. Les premiers règlements concernant Internet ont été édictés un an avant qu'il ne devienne une réalité commerciale, en 1995. Ils ont été complétés par d'autres, si bien qu'aujourd'hui plusieurs personnes se trouvent en prison pour avoir fait passer des informations ou des messages interdits sur le Net. Comme pour les journaux et revues, le contrôle se fait notamment en imputant aux opérateurs une part de la responsabilité des messages qui circulent par leur entremise. C'est ainsi que les principaux portails ont obligation de pratiquer eux-mêmes la surveillance et la censure des sites qu'ils permettent de contacter. Cela n'empêche pas la présence dans chacun d'entre eux de plusieurs censeurs officiels chargés d'effacer les messages interdits sur les sites de discussion ou d'information. Internet, on le voit, n'est pas un remède absolu contre le totalitarisme, même s'il lui pose problème.

Le problème crucial de l'organisation

Le domaine le plus crucial, pour notre sujet, est à mon avis celui de l'organisation. Le point sur lequel le régime post-maoïste me paraît différer le plus nettement d'un régime autoritaire banal, c'est le caractère systématique de son refus d'accepter l'existence d'organisations sociales hors de son contrôle, même si elles ne semblent pas représenter clairement un danger politique. « Le Parti communiste a vaincu le Guomindang et est arrivé au pouvoir grâce à ses talents d'organisation. Il ne tolérera jamais l'existence d'autres organisations qui pourraient refaire la même chose contre lui. » Cette idée fréquemment exprimée en Chine, comme une nouvelle « sagesse populaire », est sans doute née du constat de l'extrême sensibilité du pouvoir chinois à l'égard de toute velléité d'organisation spontanée, sensibilité encore très vive de nos jours. Après la signature par le gouvernement chinois, en 1998, de la Convention internationale sur les droits politiques et sociaux qui stipule le respect du droit d'association, des vétérans du mouvement démocratique ont décidé de

10. Geremie Barmé, *In the Red : On Contemporary Chinese Culture*, New York, Columbia University Press, 1999.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

déposer une demande d'enregistrement d'un parti démocrate chinois dans plusieurs villes. Non seulement leur demande n'a pas été acceptée, mais ils ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines. La démonstration était faite que la signature d'un tel traité international n'avait constitué qu'un expédient diplomatique et ne devait pas être prise au sérieux. La convention n'a d'ailleurs toujours pas été ratifiée par l'Assemblée nationale populaire.

Les syndicats indépendants sont également prohibés de façon absolue. Ceux qui s'étaient créés quelques semaines ou quelques jours avant le massacre ont été sévèrement réprimés. Depuis, toutes les tentatives de créer de tels syndicats, même à une échelle extrêmement réduite, se heurtent à une réaction très ferme. Ces dernières années, le régime s'est trouvé confronté à une multitude de mouvements spontanés et isolés de protestation sociale. Qu'il s'agisse de paysans victimes d'extorsions de la part des cadres locaux, d'ouvriers mis au chômage ou de retraités qui n'ont pas été payés depuis de nombreux mois, la réponse du pouvoir est toujours la même : isoler le mouvement en bloquant l'information et en interdisant tout contact entre les « plaignants » et d'autres groupes se trouvant dans une situation semblable, satisfaire éventuellement une partie des revendications, notamment en débloquant des crédits, mais toujours punir les « meneurs », c'est-à-dire les organisateurs, par exemple en les accusant de troubler l'ordre public. Ces méthodes ne sont pas nouvelles. En cas d'action collective spontanée, les meneurs ont toujours été systématiquement recherchés (ou inventés) et le *chuanlian* a toujours constitué un facteur très aggravant. Le *chuanlian* (littéralement : traverser et lier) est la prise de contact entre des individus ou des groupes transgressant le cadre géographique, administratif ou professionnel dans lequel ils sont enfermés normalement. Dans un système totalitaire, chaque tentative de créer des liens horizontaux est par définition mauvaise, car elle perturbe le fonctionnement vertical de l'organisation. D'ailleurs, Mao, quand il a décidé de créer le « grand désordre » pendant la Révolution culturelle, a encouragé les gardes rouges à entreprendre un « grand *chuanlian* » dans tout le pays pour « échanger leurs expériences révolutionnaires ». C'est le seul moment où le terme a été doté d'une signification positive par le pouvoir.

Entre officiel et non officiel

Normalement, dans un pays totalitaire, les organisations populaires légitimes sont uniquement les « organisations de masses » inféodées au Parti. Ces organisations fonctionnent toujours aujourd'hui. Mais la diversification sociale, l'apparition de nouvelles couches comme les entrepreneurs, l'importance de plus en plus grande de la diffusion des connaissances dans les différents métiers, le retrait de l'État du domaine de la vie privée de même que l'abandon de son ambition d'offrir à chaque citadin des moyens de subsistance ont entraîné la nécessité d'une tolérance à l'égard de la création d'organisations non directement contrôlées : associations professionnelles, chambres de commerce, fondations charitables, associations d'entraide, clubs de célibataires, groupes de loisirs, etc. De même, les nécessités de la coopération internationale l'ont obligé à encourager la création d'équivalents chinois de certaines O.N.G. étrangères.

Mais si le pouvoir a laissé se développer une importante activité associative, il a fait en sorte que celle-ci pallie au mieux son désengagement sans pour autant créer des forces sociales réellement autonomes. Il insiste d'ailleurs sur le rôle

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

des organisations sociales comme soutiens à son action et continue à prétendre guider les politiques sociales, déléguant simplement l'exécution à ces organisations. Tony Saich a noté justement que ce n'était pas un hasard si le gouvernement chinois évitait d'employer le terme d'« organisation non gouvernementale », qui marque une séparation, voire une opposition, par rapport au pouvoir politique et s'il préférait employer le terme neutre d'« organisation sociale »[11]. Le statut de ces entités est d'ailleurs ambigu. Certaines sont en fait entièrement sous le contrôle de l'État et ont été suscitées par lui. On les appelle « à moitié non officielles » *(ban minjian)* et même, en anglais, « organisations non gouvernementales organisées par le gouvernement ». Mais, de façon plus générale, toute organisation « non officielle » doit être parrainée par une organisation officielle qui est sa *guakao danwei* (unité d'enregistrement). À la fin des années 1980, la complicité de certains cadres avait permis à des intellectuels de créer de cette façon des organismes relativement autonomes, comme nous l'avons vu. Mais le régime a publié une loi sur les associations en 1998, ainsi que divers autres règlements destinés à combler cette possible faille. Les parrains sont aujourd'hui plus nettement responsables des activités des organisations qui s'inscrivent sous leur égide. Ces associations ne sont donc pas tout à fait non officielles puisque les dirigeants des organismes officiels dont elles dépendent sont encouragés à les contrôler d'assez près pour éviter des ennuis. Ce renforcement du pouvoir du garant ne pourra que renforcer le développement d'un phénomène apparu dès les années 1980 : l'absorption d'organisations non officielles par leur parrain officiel. Le pouvoir, en outre, est très attentif à contenir ces groupes dans des limites géographiques et professionnelles étroites. Ainsi, il est interdit aux organisations nationales d'établir des filiales locales.

Les récentes mésaventures du groupe de gymnastique méditative Falungong ont montré que le régime reste très vigilant contre la possibilité d'émergence d'une organisation incontrôlée. Ce groupe faisait partie de toute une nébuleuse d'organisations de *qigong*, dont les exercices respiratoires sont censés renforcer l'énergie des pratiquants et éventuellement leur donner des pouvoirs spéciaux, physiques ou spirituels. Ces organisations se sont beaucoup développées au début des années 1990 avec la bienveillance d'un régime qui préférait voir la population occupée à des activités non politiques et inspirées par la tradition chinoise que pervertie par la « pollution spirituelle » occidentale. Le Falungong était membre de l'officielle Association de recherche sur le *qigong*. Le problème est apparu quand il a été expulsé de cette association après une campagne lancée par certains idéologues marxistes contre les « superstitions antiscientifiques » propagées par ces groupes. Le Falungong, qui devenait ainsi une organisation illégale puisque non garantie par un organisme officiel, s'était transformé entre-temps, sous la direction de son gourou, un ancien trompette de l'armée, en une organisation dotée d'une doctrine « officielle » et d'une structure souple mais efficace. Ses pratiquants et adeptes se comptaient par millions dans toute la Chine, dont bon nombre de militaires et de membres du Parti, et beaucoup de retraités. Fort de son succès, le gourou, Li Hongzhi, décida de mener la bataille pour une reconnaissance officielle, mais préféra le faire à partir des États-Unis. Après divers affrontements locaux au cours desquels quelques

11. Tony Saich, « Negotiating the State : The Development of Social Organizations in China », *The China Quarterly*, n° 161, mars 2000, pp. 124-141.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

membres furent arrêtés, le groupe réussit le tour de force d'envoyer dix ou quinze mille personnes entourer les hauts murs de Zhongnanhai, le Kremlin chinois, le 25 avril 1999, sans que les services de sécurité aient eu vent par avance de leur action. Après une période d'hésitation du pouvoir, ce coup d'éclat entraîna, à partir du 22 juillet, une campagne officielle de dénonciation et de répression sans précédent depuis 1989 [12]. L'ampleur et la violence des moyens mis en œuvre ne pouvaient guère s'expliquer par les risques réels contenus dans l'idéologie farfelue, mais non violente du gourou. C'est bien évidemment la capacité organisationnelle de ce groupe, au niveau national et même international, qui est à l'origine de cette campagne.

Un totalitarisme ramolli

Dans la vie de tous les jours, les individus ne sont généralement plus confrontés ni à la terreur ni même à l'omniprésence de la politique. Ils peuvent l'ignorer, se concentrer sur leurs affaires personnelles et trouver des moyens de subsistance hors des circuits officiels. Cela ne veut pas dire qu'ils peuvent oublier totalement l'État, car la bureaucratie reste omniprésente et les « coups de tampon » difficiles à obtenir sans protections ou bakchichs. Mais, en règle générale, le pouvoir laisse une échappatoire à des gens qui pourraient devenir des rebelles, ou du moins des mécontents, si on les contraignait, comme sous Mao, à participer activement à la vie politique. Celle-ci, pourtant, n'a pas disparu. Le Parti continue non seulement à prendre les grandes décisions et à fonctionner régulièrement, mais il étend également sa présence jusque dans les entreprises privées, y compris étrangères, qui sont obligées réglementairement de posséder une cellule du Parti. Il compte aujourd'hui soixante-deux millions de membres et recrute massivement dans la jeunesse, notamment estudiantine. Chacun sait, en effet, que la carte du Parti est indispensable à la réussite sociale.

Le pouvoir aujourd'hui est donc celui d'un État-Parti. Face à lui, il n'existe toujours aucune institution juridique ou sociale capable de jouer un rôle de frein, de contrôle ou de contrepoids. Le système judiciaire s'est certes développé et modernisé depuis le début des réformes, mais il reste totalement inféodé au pouvoir politique. La dissidence chinoise possède des personnalités de valeur, mais la plupart se trouvent à l'étranger et celles qui restent dans le pays sont isolées par un système très sophistiqué de contrôle gradué, allant de la prison au simple contrôle intermittent, en passant par des formes souples de résidence surveillée. Comme, par ailleurs, les dissidents chinois ne bénéficient pas du soutien que les pays occidentaux accordaient à leurs prédécesseurs soviétiques et est-européens, leur notoriété intérieure et leur influence sur les événements politiques sont très limitées. Cette absence de contre-pouvoirs n'est pas simplement due au poids de l'histoire et des habitudes. Elle est le résultat d'une volonté systématique des dirigeants qui n'hésitent pas à mettre en œuvre d'énormes moyens financiers et humains pour empêcher l'apparition et le développement de telles forces. Certes, il ne s'agit plus aujourd'hui de tout contrôler, mais il s'agit toujours d'empêcher que quelque chose ne devienne incontrôlable. Ainsi, ce qui reste de plus virulent dans le système totalitaire chinois, c'est son aspect négatif : non pas ses capacités à organiser, à mobiliser ou à convaincre (bien qu'elles ne soient pas négligeables), mais sa détermina-

12. Voir le dossier spécial dans *Perspectives chinoises*, n° 64, mars-avril 2001, pp. 4-24.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

tion à empêcher que d'autres ne le fassent à sa place.

Cette façon qu'a le pouvoir chinois de faire le vide autour de lui n'est pas sans poser de problèmes, le principal étant celui de son incapacité à restreindre la corruption dans des limites décentes. Il préfère, cependant, vivre avec cette hydre de Lerne et se condamner à des victoires réduites et provisoires que d'accepter un contrôle extérieur sur son fonctionnement. Cette attitude ne peut, me semble-t-il, s'expliquer uniquement par la tradition chinoise. La censure totalitaire des médias est non seulement plus profonde que celle des époques antérieures, mais, surtout, l'évolution historique lui donne une signification différente. En effet, le pouvoir *sait* quel rôle peut jouer une presse libre pour réduire la corruption, et il peut lui arriver d'encourager certains médias à dénoncer tel ou tel corrompu local, mais il ne *veut* pas de la liberté de la presse en règle générale, car il estime qu'elle est contraire à sa logique de gouvernement et à ses intérêts.

Le régime de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin peut donc encore entrer, me semble-t-il, dans la catégorie du totalitarisme, même s'il est amoindri par le recul qu'il a été contraint d'opérer dans la sphère économique. Ce totalitarisme réformé a su se replier sur un noyau dur (son monopole idéologique et politique au sens large du terme) et, sans abandonner ses ambitions, s'adapter remarquablement aux temps nouveaux. Est-ce à dire qu'il a découvert la pilule d'immortalité et que les relations entre pouvoir et société en Chine sont condamnées au *statu quo* ? Je ne le pense pas, mais les signes d'un changement à venir, et surtout de l'orientation qu'il pourra prendre, ne sont pas faciles à déceler.

Une société en mouvement

Si le Parti maintient ses ambitions et une partie essentielle de ses moyens, il est indéniable qu'une part croissante de la vie économique et sociale échappe à son contrôle direct. Les mutations rapides de la société forment un contraste frappant avec la rigidité maintenue du système politique. Il semble donc logique de se tourner vers l'étude de ce domaine en mouvement pour tenter de saisir ce qui pourrait changer dans le rapport qui l'unit au pouvoir.

Il faut d'abord constater une importante diversification sociale, conséquence directe de l'évolution vers une économie de marché. L'émergence de nouvelles couches sociales rend l'étude de la Chine d'aujourd'hui particulièrement intéressante d'un point de vue sociologique. Elle a également des implications politiques, car leur apparition remet partiellement en cause le système maoïste de contrôle, conçu à une époque où elles n'existaient pas. Je présenterai donc ici les trois plus importantes : les paysans migrants, les chômeurs urbains et les entrepreneurs.

L'émergence de nouvelles couches sociales

Il y a aujourd'hui quelque cent millions de paysans migrants qui ont quitté leur village d'origine pour aller chercher des emplois en ville. Ceux qu'ils trouvent sont généralement les emplois précaires, pénibles, dangereux et mal payés que les citadins évitent de prendre. Ces « immigrés de l'intérieur » sont appelés significativement *mingong* (« ouvriers du peuple », c'est-à-dire embauchés par des canaux non officiels). Cette migration a constitué une violation du système du *hukou*, interdisant aux paysans de résider en ville. Mais les autorités l'ont tolérée car

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

elle permettait de réduire la pression démographique dans les campagnes, rendue évidente par la décollectivisation, tout en fournissant aux villes la main-d'œuvre bon marché dont leur croissance rapide avait besoin. Il faut cependant remarquer que, contrairement à ce que demandaient depuis le début des années 1980 bon nombre de spécialistes chinois des migrations, les autorités n'ont pas aboli le système du *hukou*. Elles l'ont simplement adapté, en mettant en place une carte de résident provisoire qui permet en principe de contrôler les mouvements et de renvoyer ceux qui n'ont pas d'emploi légitime ou qui ne veulent pas payer le prix de ce certificat. Malgré les rafles fréquentes, ce système ne garantit pas, loin de là, un contrôle aussi strict que celui qui existait autrefois. Aujourd'hui, cette énorme « population flottante » pose au pouvoir un problème d'intégration et, finalement, de citoyenneté. Les autorités (et la population) des villes reprochent aux migrants de ne pas respecter le planning familial, d'être la cause de l'accroissement exponentiel de la délinquance urbaine, d'exercer une pression intolérable sur les équipements collectifs, mais, dans la mesure où elles reconnaissent l'utilité économique de ces *mingong*, il faudra bien qu'elles introduisent les mesures nécessaires pour leur intégration. La question de l'égalité des droits commence à se poser, notamment à propos de l'éducation des enfants des migrants. Si les autorités locales continuent à refuser leur scolarisation (ou à ne l'accepter qu'à des prix prohibitifs), elles devront faire face à l'avenir à des difficultés sociales encore plus grandes. Il est donc possible que le pouvoir soit contraint de reconnaître pleinement la liberté de déplacement et l'égalité des droits de ses citoyens.

Une autre couche nouvelle qui est apparue dans les années 1990 est constituée par les *xiagang*, c'est-à-dire par les personnes qui, du fait de l'accélération de la réforme des entreprises d'État, ont été licenciées en très grand nombre. Ces chômeurs ont théoriquement l'avantage de conserver un lien avec leur *danwei* d'origine qui leur verse une allocation et continue à leur garantir la sécurité sociale. Cette spécificité est cependant limitée, d'une part parce que ceux qui n'ont pas retrouvé d'emploi au bout de trois ans tombent dans la catégorie des chômeurs ordinaires et, d'autre part, parce que les entreprises qui licencient n'ont souvent pas les moyens financiers d'effectuer le paiement des allocations ou des frais médicaux. Grâce à la croissance, bon nombre de ces *xiagang* arrivent à retrouver des emplois, mais souvent précaires. Comme il y a toujours de nouveaux licenciements, les villes comptent depuis plusieurs années un volant de dix ou quinze millions de vrais chômeurs, sans compter les retraités qui, également du fait des difficultés financières des entreprises, ne touchent pas régulièrement leurs pensions. Le résultat est non seulement l'apparition d'une « nouvelle pauvreté » urbaine, mais aussi une atomisation de personnes qui, autrefois, étaient prises en charge et contrôlées par les *danwei*. Pour répondre à ce problème, le gouvernement a mis sur pied tout un système de gestion des chômeurs, mais cette nouvelle bureaucratie est loin de remplir effectivement les fonctions qu'elle annonce et bien des chômeurs ne reçoivent pas ce à quoi ils ont droit. Le pouvoir, comme nous l'avons vu, conserve les moyens de limiter et d'étouffer les revendications collectives spontanées. Depuis de nombreuses années, il joue efficacement son rôle de pompier éteignant quotidiennement les feux dispersés de la protestation sociale. Il est difficile de prévoir ce que le mécontentement des laissés-pour-compte de la croissance pourra produire à terme. Ce qui est

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

déjà clair, c'est que, même si le régime a les moyens d'empêcher l'expression publique du mécontentement, il est confronté à un phénomène de déréliction de la société. La crise morale dans les villes est évidente et le succès du Falungong, comme celui du christianisme et d'autres religions, en est une preuve manifeste.

À l'autre bout du spectre social, l'émergence de la couche des entrepreneurs peut également poser au régime des problèmes de contrôle. Cette couche dispose en effet d'un certain pouvoir économique et de richesses désormais transmissibles héréditairement, ce qui pourrait en faire une force autonome. La question est de savoir si elle va devenir une couche nettement différenciée de celle des bureaucrates, une sorte de bourgeoisie qui s'opposerait à la « noblesse révolutionnaire » du Parti pour réclamer des droits spécifiques. Il est clair que ce modèle occidental ne correspond absolument pas à la réalité présente. Il existe bien des chefs d'entreprises privées disposant d'une certaine indépendance. Mais, dans la plupart des cas, il s'agit d'entreprises de taille réduite. Les entreprises plus importantes qui ne sont plus propriété d'État ont des statuts de propriété assez flous correspondant à des réalités complexes. Surtout, leurs propriétaires effectifs ne sont pas réellement indépendants de l'État, puisqu'il s'agit d'anciens directeurs d'entreprises d'État, de cadres de la bureaucratie économique aux différents échelons, bref d'anciens membres de la nomenklatura ou de leurs parents proches. En effet, comme en Pologne et en Hongrie en 1988-1989, mais sur une échelle beaucoup plus grande, la réforme des entreprises a mené en Chine à une appropriation des biens de l'État par les bureaucrates les mieux placés et par leur famille[13]. Le résultat est que, au lieu d'assister à l'émergence d'une nouvelle couche d'entrepreneurs nettement différenciée de la nomenklatura, on constate plutôt une division interne de celle-ci, une répartition des rôles, parfois au sein de chaque famille, entre les bureaucrates politiques et les bureaucrates entrepreneurs, ceux-ci dépendant encore beaucoup de ceux-là pour réussir. En effet, les monopoles et les rentes de situation sont encore monnaie courante dans l'économie de marché naissante. Les « bonnes relations » sont indispensables pour obtenir nombre d'autorisations, de biens et d'informations, ce qui contraint les « capitalistes », quelle que soit leur origine sociale, à rechercher la sympathie et la protection des puissants. La couche des entrepreneurs, dont les associations sont toutes chapeautées par des fonctionnaires du Parti, ne se comporte d'ailleurs pas comme une force autonome. Cependant, l'évolution de cette « grande conversion » est intéressante à suivre. En effet, il n'est pas exclu qu'après la période actuelle d'accumulation primitive du capital et par suite de l'approfondissement de la réforme économique, la division des fonctions n'entraîne des divergences claires d'intérêt et, de là, une véritable division au sein de la nomenklatura.

Une société civile « aux couleurs de la Chine » ?

La brève description faite ci-dessus de certaines évolutions sociales significatives montre qu'il n'y a toujours pas en Chine de société civile face à l'État-Parti. Les diverses couches sociales vivent dans l'en-soi, mais toujours pas dans le pour-soi. Non qu'il n'y ait pas du tout de conscience sociale ni de tentative d'expression et

13. Voir, notamment, G. Mink et J.-C. Szurek, *La Grande Conversion*, *op. cit.*, et He Qinglian, *Zhongguo de xianjing* (sous-titre anglais : *The Primary Capital Accumulation in Contemporary China*), Hong Kong, Mirror Books, 1997.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

d'organisation, mais parce que celles-ci ne sont pas suffisamment fortes pour s'imposer contre la volonté systématique et la technique répressive éprouvée du Parti. Peut-être cela veut-il dire qu'il faut imaginer pour la société chinoise des formes différentes d'affirmation de soi en dehors du pouvoir. Mais sur quoi pourrait reposer une telle « société civile aux couleurs de la Chine » ? Sur la *minjian shehui* (société du petit peuple, des gens entre eux) traditionnelle et sur le système des *guanxi* (relations) qui en est le moyen de fonctionnement. C'est ce que répond une chercheuse américaine d'origine chinoise, Mayfair Yang, dans un ouvrage riche et bien documenté sur l'art de*s guanxi* dans la Chine d'aujourd'hui[14]. Il est vrai qu'après la destruction quasi totale, réalisée sous Mao, de tous les liens humains traditionnels et leur remplacement par le modèle de la camaraderie de parti, une réaction s'est faite. Dès les années 1970, les individus ont cherché à se protéger du pouvoir dans des petits groupes familiaux et amicaux, à renouer des « relations » transversales pour échanger ce qui pouvait l'être. Après la réforme, l'élargissement de l'espace social a permis de transformer ces embryons en une sorte de « société seconde », semblable à celle décrite par Elemer Hankiss dans la Hongrie des années 1970-1980, une société dans laquelle les relations interpersonnelles sont horizontales, décentralisées, dépolitisées, désidéologisées et discrètes, c'est-à-dire fonctionnant selon des principes inverses de ceux de la société officielle. Mayfair Yang estime que ce type de société a un avenir encore plus grand en Chine, où la société traditionnelle a toujours fonctionné de cette façon, en marge du monde officiel mais sans s'y opposer. Son argument peut paraître renforcé par le fait que le retrait du Parti, au moment de la réforme, a été rapidement suivi de ce que Marie-Claire Bergère a appelé le retour du « vieil homme[15] », c'est-à-dire des nombreuses traditions qui, surtout dans les campagnes, avaient survécu de façon latente aux tentatives de création de l'homme nouveau. Mayfair Yang reconnaît que cette *minjian shehui* n'est pas, aujourd'hui, consciente d'elle-même en tant qu'instance extérieure à la société officielle et, dans une certaine mesure, opposée à elle. Mais elle estime qu'elle peut le devenir.

Nombreux sont les Chinois qui font ainsi l'apologie de l'informel et qui estiment que, face à l'obstination du pouvoir, se réfugier dans la « société seconde » est le seul moyen de le subvertir. Il me semble, cependant, que les espoirs de Mayfair Yang ne sont pas très fondés. Certes, il est bon pour les individus que la société seconde rende leur existence plus « vivable », mais ils sont toujours contraints, comme le fait remarquer Hankiss, de vivre aussi dans l'autre, où la règle du jeu reste la même. D'autre part, les *guanxi* ne peuvent pas, à mon avis, être considérés comme une spécificité de la société non officielle. À l'intérieur même de la bureaucratie, les règles normales de fonctionnement sont de plus en plus subverties par des échanges douteux et la camaraderie de Parti remplacée par le « copinage ». En outre, dans ce régime, l'essentiel des biens et des services reste lié au pouvoir, si bien que, très souvent, les relations servent justement à obtenir auprès des officiels ce que l'on ne pourrait obtenir dans un rapport normal avec l'administration. Les *guanxi* ne sont donc pas le symbole ni l'apanage d'une société se constituant face au pouvoir, mais une façon

14. Mayfair Yang, *Gifts, Favors and Banquets : The Art of Social Relationships in China*, Ithaca, Cornell University Press, 1994.

15. Marie-Claire Bergère, « Après Mao. Le retour du vieil homme », *Vingtième Siècle*, n° 1, janvier 1984.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

de fonctionner qui traverse et lie les deux instances dans un échange complice de « bons procédés ». En fait, si le « filet de relations », comme l'on dit en chinois, peut être comparé à un filet de protection qui permet à chacun de se raccrocher dans ses tribulations sociales, ou à un filet servant à attraper les poissons, on peut aussi le considérer comme une gigantesque toile d'araignée dans laquelle l'État et la société sont pris et qui les empêche de se décoller l'un de l'autre.

Or, si l'on veut sortir du totalitarisme ramolli d'aujourd'hui, il faut que les deux instances se séparent nettement. Le fait qu'il n'y ait pas de précédent historique à une véritable société civile est évidemment un facteur négatif, mais certainement pas rédhibitoire. Si la conception moderne de l'État-nation a pu prendre pied en Chine au XXe siècle, il n'est pas impossible d'espérer que l'autre élément de la constitution d'un régime moderne, la société civile, apparaisse également. Qu'il apparaisse en habits chinois, bien entendu, mais qu'il apparaisse !

Perspectives

L'existence de sociétés culturellement chinoises où existe une société civile (Hong Kong et Taïwan, notamment), de même que les nombreuses tentatives qui ont été faites sur le continent depuis la fin de l'Empire pour en créer des éléments, montre que l'obstacle n'est pas d'abord culturel mais politique. Comment pourrait-il être levé ? Les scénarios de sortie du totalitarisme ont été pour l'instant de deux types : soit le régime a été vaincu par la guerre (nazisme, fascisme italien, régime khmer rouge), soit c'est le pouvoir lui-même qui, par une réforme décidée à son plus haut niveau, s'est trouvé pris dans un processus de désagrégation (U.R.S.S., Europe de l'Est). On peut espérer raisonnablement que le premier ne se répétera pas en Chine, mais on peut également douter que le second puisse s'y répéter dans un avenir proche. En effet, la sortie du totalitarisme a eu lieu en U.R.S.S. et en Europe de l'Est lorsque deux conditions ont été réunies : 1) le sentiment profond, chez les dirigeants réformateurs, que le système était dans une impasse économique dont il ne pouvait sortir qu'en obtenant un certain consensus de la société ; 2) la présence au sein de cette société de personnalités et de groupes qui, malgré leur faible puissance objective et leur vulnérabilité à la répression, « existaient » suffisamment pour pouvoir la représenter et constituaient donc une forme, même rudimentaire, de société civile. Sans ces deux conditions, le « dialogue » n'eût pas été possible, ni la transition relativement pacifique qui l'a suivi. En Chine, aujourd'hui, aucune de ces deux conditions n'existe. Le pouvoir est non seulement convaincu d'avoir tous les moyens pour présider au développement économique du pays (et la croissance semble lui donner raison), mais il a également réussi, par sa détermination, à empêcher l'émergence de forces sociales ou politiques autonomes. De plus, l'exemple de ce qui s'est passé en U.R.S.S. et en Europe de l'Est a renforcé sa détermination. Tant que les dirigeants du P.C.C. seront dans cet état d'esprit, on voit mal quel autre type de sortie du communisme pourrait avoir lieu que violente et chaotique. Comme l'immense majorité de la population, traumatisée par les excès du maoïsme, a particulièrement peur du désordre, le P.C.C., qui ne cesse de clamer « c'est moi ou le chaos », se trouve dans une position très favorable pour se maintenir au pouvoir.

La question est donc de savoir jusqu'à quand les dirigeants du P.C.C. seront dans cet état d'esprit. Les facteurs qui pourraient les mener à rechercher un rapport différent avec la société, à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard

sortir de la sclérose politique actuelle, sont encore imprévisibles aujourd'hui. Mais on peut imaginer certaines possibilités : une grave crise économique, par exemple, ou une évolution des mentalités dans la nouvelle génération qui est appelée à remplacer prochainement celle qui détient actuellement les leviers. Il est difficile de savoir ce que pensent les « jeunes dirigeants » de cinquante-cinq–soixante ans, puisque, par principe, dans ce genre de régime, la génération montante ne peut exprimer une quelconque personnalité que lorsque l'ancienne a laissé la place. Il n'est pas impossible qu'elle en vienne à se diviser autour des énormes intérêts que représente aujourd'hui le pouvoir, ce qui l'affaiblirait par rapport aux demandes de la société et permettrait une relance de la vie politique. Chacun s'accorde à reconnaître que la Chine est en transition. La question est : vers quoi ?

Une des conséquences les plus négatives de la survie de l'ambition totalitaire aujourd'hui, c'est l'absence de contrepoids à l'égoïsme naturel de la classe au pouvoir, de cette nomenklatura de bureaucrates-entrepreneurs, aux appétits de plus en plus grands et à la volonté de puissance de plus en plus forte. Ainsi, même si un changement politique finit par s'imposer, il n'est pas certain qu'il aille dans le sens d'un partage des biens et des responsabilités. Certes, l'évolution rapide d'une société de plus en plus complexe, qui a perdu une bonne partie de ses repères moraux et administratifs, peut poser de tels problèmes de gestion au pouvoir politique qu'il soit contraint de s'en remettre de plus en plus aux organisations de la société elles-mêmes. Le système de contrôle de la vie associative sera sans doute difficile à maintenir, car il est nettement contradictoire : d'un côté, on demande au citoyen de ne plus être dépendant de l'État, on en appelle à sa responsabilité individuelle, mais, de l'autre, on ne lui accorde pas tous les attributs de la responsabilité. On lui retire la sécurité, sans lui donner la liberté, ce qui fait dire à de nombreux citadins chinois : « Nous avons le pire des deux systèmes. » La demande d'autonomie, bloquée violemment en 1989, a été en quelque sorte gelée depuis. Mais, sous le glacis, l'agitation est vive et une crise économique, notamment, pourrait la faire gonfler. Un cercle vertueux pourrait alors s'enclencher sous forme d'un dialogue avec la société civile et, finalement, d'une évolution vers un régime démocratique. Cependant, la croyance selon laquelle l'accession de la Chine à un certain niveau de développement entraînera un passage quasi automatique à la démocratie est une illusion. Un « passage au politique » est inévitable, à un moment ou à un autre, ce qui implique conflits, sacrifices, négociations difficiles et peut-être violences. Même dans les pays européens où la transition a eu lieu sans effusion de sang, il a d'abord fallu que la société civile se fasse reconnaître dans la lutte. La démocratie a l'avantage de posséder de nombreux modèles pouvant servir de référence, y compris un modèle chinois, celui de Taïwan. Sur le continent aussi, elle a eu des partisans qui ont tenté, depuis 1919, de faire passer leur message dans la réalité, et elle a eu ses martyrs, notamment en 1989.

Mais il faut avouer que l'on ne voit pas aujourd'hui de signe tangible de l'enclenchement d'un tel processus. Dans la situation actuelle, rien ne peut garantir que le totalitarisme chinois ait épuisé le stock de ses possibles métamorphoses.

Michel Bonnin.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - univ_paris5 - - 193.51.85.60 - 24/08/2012 13h33. © Gallimard